

1983, chapitre 1

## LOI ASSURANT LA REPRISE DES SERVICES DANS LES COLLÈGES ET LES ÉCOLES DU SECTEUR PUBLIC

---

### **Projet de loi 111**

présenté par M. Raynald Fréchette, ministre du Travail

Première lecture le 15 février 1983

Deuxième lecture le 16 février 1983

Troisième lecture le 17 février 1983

**Sanctionné le 17 février 1983**

---

**Entrée en vigueur: le 17 février 1983**

---

### **Loi modifiée:**

Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (1982, chapitre 45)





## CHAPITRE 1

Loi assurant la reprise des services dans les collèges et  
les écoles du secteur public

[Sanctionnée le 17 février 1983]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### SECTION I

#### INTERPRÉTATION

Interpré-  
tation:

**1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

« association  
de salariés »

« **association de salariés** »: une association accréditée suivant le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) pour représenter des enseignants à l'emploi d'un employeur;

« centrale »

« **centrale** »: la Centrale de l'enseignement du Québec, The Provincial Association of Catholic Teachers of Québec (PACT) et l'Association provinciale des enseignants protestants du Québec;

« employeur »

« **employeur** »: un collège ou une commission scolaire visé dans la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre O-7.1);

« salarié »

« **salarié** »: un salarié au sens du Code du travail qui est compris dans une unité de négociation pour laquelle une association de salariés est accréditée.

## SECTION II

## CONTINUITÉ DES SERVICES

**Retour au travail**      **2.** Un salarié qui était à l'emploi d'un employeur le 25 janvier 1983 doit, compte tenu de son horaire de travail, retourner au travail au plus tard le 17 février 1983.

**Exception**      Le premier alinéa ne s'applique pas à un salarié qui a démissionné si sa démission a été acceptée par son employeur, ni au salarié qui se prévaut de son droit à la retraite.

**Devoirs du salarié**      **3.** À compter du même moment et jusqu'au 31 décembre 1985, un salarié doit accomplir tous les devoirs attachés à ses fonctions en vertu des conditions de travail qui lui sont applicables, sans arrêt, ralentissement ou diminution de ses activités normales.

**Devoirs de l'employeur**      **4.** Un employeur doit, à compter du 17 février 1983, prendre les moyens appropriés pour que soient dispensés ses services habituels.

**Devoirs d'une association de salariés**      **5.** Une association de salariés et une union, fédération, confédération, centrale ou conseil auquel adhère, appartient ou est affiliée une association de salariés le 25 janvier 1983, doivent prendre les moyens appropriés pour amener les salariés que représente l'association de salariés à se conformer à l'article 2 et à l'article 3.

**Pouvoirs du gouvernement**      **6.** S'il estime que les salariés d'un employeur ou d'une catégorie d'employeurs qu'il détermine ne se conforment pas à l'article 2 ou à l'article 3 en nombre suffisant pour assurer la prestation de services qu'il juge appropriés dans une école ou un collège, le gouvernement peut, par décret, à compter de la date, pour la période et aux conditions qu'il fixe:

1° remplacer, modifier ou supprimer toute disposition de la convention collective liant l'employeur et l'association de salariés qui représente ces salariés, en ce qui concerne les règles selon lesquelles l'employeur comble un poste, l'embauche de nouveaux enseignants et toute matière se rapportant à l'organisation du travail;

2° rendre applicables à ces salariés ou à une catégorie d'entre eux qu'il détermine, les dispositions relatives au congédiement prévues par l'article 7;

3° dispenser un employeur ou une catégorie d'employeurs de tout avis ou de toute formalité pour embaucher les personnes nécessaires à la prestation de services que le gouvernement juge appropriés.

Dispositions  
partie de la  
convention  
collective

Les dispositions du décret adopté en vertu du paragraphe 1° font partie, pour la période qui y est indiquée, de la convention collective qu'elles visent.

Avis de  
congé-  
dement

**7.** Le congédiement des salariés qui, à la date où prend effet un décret adopté en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 6, ou après cette date, ne se conforment pas à l'article 2 ou à l'article 3, peut être fait sans autre procédure ni formalité que celle de l'expédition, par l'employeur, d'un avis écrit à chacun des salariés congédiés.

Contenu

Cet avis énonce que le congédiement est motivé par le fait que le salarié ne s'est pas conformé à l'article 2 ou à l'article 3. L'expédition de cet avis dispense de tout autre avis.

Réintégra-  
tion

Le salarié a le droit d'être réintégré uniquement s'il démontre qu'il s'est conformé à l'article 2 ou à l'article 3, selon le cas, ou qu'il en a été empêché malgré qu'il ait pris tous les moyens raisonnables pour s'y conformer et que le fait de ne pas s'être conformé à l'article 2 ou à l'article 3 n'était partie à aucune action concertée.

Avis de  
congé-  
dement

**8.** Le congédiement d'un salarié qui, seul ou de concert avec d'autres, entrave l'accès d'une personne à un lieu où elle a le droit d'accéder pour exercer ses fonctions ou bénéficier d'un service habituellement offert par un employeur peut être fait sans autre procédure ni formalité que celle de l'expédition par l'employeur d'un avis écrit au salarié.

Contenu

Cet avis énonce que le congédiement est motivé par le fait que le salarié a entravé l'accès d'une personne à un lieu où elle avait le droit d'accéder. L'expédition de cet avis dispense de tout autre avis.

Arbitrage

**9.** Quiconque est saisi en arbitrage d'un congédiement fait par un employeur suivant l'article 7 ou l'article 8 ne peut que le confirmer ou l'infirmer.

Fondement  
de décision

Cette décision ne peut se fonder que sur le troisième alinéa de l'article 7 ou, selon le cas, sur la preuve présentée par l'employeur du fait énoncé dans l'avis de congédiement prévu par le deuxième alinéa de l'article 8.

Indemnité

Aucune indemnité ne peut être accordée au salarié dont le congédiement est confirmé.

## SECTION III

## SANCTIONS

§ 1.—*Cotisations syndicales, libérations pour activités syndicales et frais d'arbitrage*

Sanctions  
prises par le  
gouvernement

**10.** S'il est d'avis que les salariés que représente une association de salariés ne se conforment pas à l'article 2 ou à l'article 3 en nombre suffisant pour assurer la prestation de services qu'il juge appropriés dans une école ou un collège, le gouvernement peut, par décret:

1° ordonner que l'obligation de verser toute cotisation syndicale, contribution ou montant en tenant lieu cesse à l'égard de cette association de salariés;

2° interdire à l'employeur de retenir toute cotisation syndicale, contribution ou montant en tenant lieu sur les salaires des salariés représentés par cette association;

3° interdire à l'employeur de payer un traitement ou de conférer quelqu'autre avantage à un salarié libéré pour des activités syndicales pour le compte de cette association de salariés ou de l'union, fédération, confédération, centrale ou conseil auquel l'association appartient, adhère ou est affiliée;

4° ordonner que l'association de salariés assume conjointement et à parts égales avec l'employeur le paiement des honoraires, frais et allocations du président du tribunal d'arbitrage.

Application  
des dispositions  
d'un décret

Les dispositions d'un décret portant sur une matière prévue par le paragraphe 1°, 2° ou 3° du premier alinéa s'appliquent à compter de la date de l'adoption de ce décret jusqu'à l'expiration d'un délai égal à six mois par jour ou partie de jour pendant lequel le gouvernement estime que les salariés ne se sont pas conformés à l'article 2 ou à l'article 3 en nombre suffisant pour assurer la prestation de services qu'il juge appropriés.

Application  
des dispositions  
d'un décret

Les dispositions d'un décret portant sur les matières prévues par le paragraphe 4° du premier alinéa s'appliquent à tout grief qui prend naissance à compter de la date où ce décret prend effet jusqu'à l'expiration d'un délai égal à un an par jour ou partie de jour pendant lequel le gouvernement est d'avis que les salariés ne se sont pas conformés à l'article 2 ou à l'article 3 en nombre suffisant pour assurer la prestation de services qu'il juge appropriés.

## § 2.—Réduction de traitement et perte d'ancienneté

**Rémunération prohibée** **11.** Un salarié qui pendant une période s'absente de son travail ou cesse d'exercer ses activités normales contrairement à l'article 2 ou à l'article 3 ne peut être rémunéré pour cette période.

**Réduction du traitement** De plus, le traitement à lui être versé suivant la convention collective applicable pour le travail effectué après cette absence ou cette cessation est réduit d'un montant égal au traitement qu'il aurait reçu pour chaque période d'absence ou de cessation s'il s'était conformé à l'article 2 ou à l'article 3.

**Retenus** Chaque employeur doit faire les retenues découlant de l'application du deuxième alinéa jusqu'à concurrence de 20% du traitement par période de paie. Il doit en faire rapport au ministre de l'Éducation.

**Remboursement** Le salarié a droit au remboursement du montant retenu uniquement s'il démontre qu'il s'est conformé à l'article 2 ou à l'article 3, selon le cas, ou qu'il en a été empêché malgré qu'il ait pris tous les moyens raisonnables pour s'y conformer et que le fait de ne pas s'être conformé à l'article 2 ou à l'article 3 n'était partie à aucune action concertée.

**Arbitrage** Quiconque est saisi en arbitrage de la décision prise par un employeur suivant le présent article ne peut que la confirmer ou l'infirmar en se fondant uniquement sur le quatrième alinéa.

**Perte d'ancienneté** **12.** À compter de la date déterminée par décret du gouvernement, tout salarié qui s'absente de son travail ou cesse d'exercer ses activités normales contrairement à l'article 2 ou à l'article 3 perd trois ans d'ancienneté pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure cette absence ou cette cessation.

**Calcul** Si le nombre d'années ou de fractions d'année d'ancienneté acquises par un salarié suivant la convention collective qui le régit est inférieur au nombre total d'années résultant de l'application du premier alinéa, la perte d'ancienneté est égale au nombre d'années ou de fractions d'année acquises.

**Avis au salarié** L'employeur informe le salarié de la perte d'ancienneté le concernant dans les quarante-cinq jours de la date de son retour au travail.

**Recours du salarié** Le salarié a droit de faire reconnaître les années ou fractions d'année d'ancienneté qu'il a perdues par l'effet de l'application du présent article uniquement s'il démontre qu'il s'est conformé à l'article 2 ou à l'article 3, selon le cas, ou qu'il en a été empêché malgré qu'il ait pris tous les moyens raisonnables pour s'y conformer et que le fait de ne pas s'être conformé à l'article 2 ou à l'article 3 n'était partie à aucune action concertée.

## Arbitrage

Quiconque est saisi en arbitrage d'une décision prise par l'employeur suivant le présent article ne peut que la confirmer ou l'infirmer en se fondant uniquement sur le quatrième alinéa.

§ 3.—*Infractions*Infractions  
et peines

**13.** Quiconque contrevient ou incite ou encourage une personne à contrevenir aux articles 2, 3, 4, 11 ou 12 ou à un décret adopté en vertu de l'article 10 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention, d'une amende:

1° de 50 \$ à 200 \$ s'il s'agit d'un salarié ou d'une autre personne physique non visée dans le paragraphe 2°;

2° de 2 000 \$ à 10 000 \$ s'il s'agit d'une personne qui, le 25 janvier 1983, était un dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association de salariés, d'une union, fédération, confédération, centrale ou conseil, ou un administrateur, agent ou conseiller d'un employeur, ou qui l'est devenue après cette date;

3° de 10 000 \$ à 50 000 \$ s'il s'agit d'une association de salariés, d'une union, fédération, confédération, centrale ou conseil.

Partie à  
l'infraction

Lorsqu'une personne mentionnée au paragraphe 2° du premier alinéa commet une infraction, l'association de salariés, l'union, fédération, confédération, centrale ou conseil dont elle est ou a été dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller, est réputé être partie à cette infraction et est passible, en outre du paiement des frais, de l'amende prévue au paragraphe 3° de cet alinéa, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention, que le dirigeant, l'administrateur, l'employé, l'agent ou le conseiller ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

Infraction et  
peine

**14.** Une association de salariés qui contrevient à l'article 5 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel des salariés qu'elle représente contreviennent, compte tenu de l'article 17, à l'article 2 ou à l'article 3 sans que l'association se soit conformée à l'article 5.

Infraction et  
peine

**15.** L'union, fédération, confédération, centrale ou conseil qui contrevient à l'article 5 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 10 000 \$ à 50 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel des salariés représentés par l'association de salariés qui appartient, adhère ou est affilié à cette union, fédération, confédération, centrale ou conseil, contreviennent, compte tenu de l'article 17, à l'article 2 ou à l'article



3 sans que l'union, fédération, confédération, centrale ou conseil se soit conformé à l'article 5.

Partie à  
l'infraction

**16.** Lorsqu'une association de salariés ou une union, fédération, confédération, centrale ou conseil a commis une infraction prévue à l'article 13, 14 ou 15, compte tenu, le cas échéant, de l'article 18, chaque personne qui, le 25 janvier 1983, en était dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller ou qui l'est devenue par la suite et qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a acquiescé, est réputée être partie à l'infraction et est passible, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention, en outre du paiement des frais, de l'amende prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 13, que l'association, l'union, fédération, confédération, centrale ou conseil ait été ou non poursuivi ou déclaré coupable.

#### § 4.—Présomptions

Présomption

**17.** Un salarié est présumé avoir contrevenu au cours d'une journée à l'article 2 ou, le cas échéant, à l'article 3 dès qu'il est prouvé *prima facie* qu'il n'a pas exercé ses fonctions au cours de cette journée.

Recours du  
salarié

Cette présomption peut être repoussée par le salarié uniquement s'il réussit à prouver qu'il s'est conformé à l'article 2 ou à l'article 3 ou qu'il en a été empêché malgré qu'il ait pris tous les moyens raisonnables pour s'y conformer et que le fait de ne pas s'être conformé à l'article 2 ou à l'article 3 n'était partie à aucune action concertée.

Présomption

**18.** Une association de salariés et une union, fédération, confédération, centrale ou conseil auquel cette association adhère, appartient ou est affiliée sont présumés avoir contrevenu à l'article 5 au cours d'une journée dès qu'il est prouvé, compte tenu de l'article 17, que des salariés représentés par cette association de salariés ne se sont pas conformés à l'article 2 ou à l'article 3.

Recours de  
l'association

Cette présomption peut être repoussée par l'association de salariés ou l'union, fédération, confédération, centrale ou conseil uniquement s'il réussit à prouver qu'il a pris les moyens appropriés pour amener les salariés que représente l'association de salariés à se conformer à l'article 2 ou à l'article 3, selon le cas.

#### § 5.—Poursuites

Poursuite

**19.** La poursuite d'une infraction prévue aux articles 13 à 16 est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

Contraven-  
tion continue

**20.** Malgré le paragraphe 2 de l'article 12 de la Loi sur les poursuites sommaires, lorsqu'en vertu de la présente loi une contravention est continue, toutes les contraventions distinctes visées au paragraphe 4 de cet article peuvent être reprochées sous un même chef.

Décision

Toutefois, la décision sur une contravention n'emporte pas une décision sur une autre contravention reprochée sous un même chef.

Admission  
de preuve

**21.** Un juge ayant juridiction à l'égard d'une contravention à la présente loi peut admettre la preuve faite dans un procès relatif à une contravention à la présente loi pour tenir lieu de preuve et être utilisée dans un autre procès relatif à une contravention à la présente loi, sans qu'un témoin entendu au soutien de cette preuve n'ait à être entendu de nouveau.

Assignation  
de témoins

Une personne contre qui ce mode de preuve est utilisé peut, avec l'autorisation du juge, assigner un témoin dont le témoignage est versé en preuve dans un procès pour le contre-interroger. Cette personne peut être tenue au paiement des frais si, de l'avis du juge, la présence du témoin était inutile.

## SECTION IV

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Effet du  
décret

**22.** Un décret adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi prend effet à compter de la date de son adoption ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

Avis

Le gouvernement doit en donner publiquement avis avec diligence.

Cessation  
d'application  
de la loi

**23.** Sauf à l'égard des infractions déjà commises, la présente loi cesse de s'appliquer à une association de salariés et aux salariés qu'elle représente, à compter de la date fixée par décret du gouvernement, si ce dernier l'estime approprié compte tenu de la conclusion d'une entente entre les parties.

Poursuites  
continues

**24.** Une poursuite pénale intentée par le Procureur général entre le 25 janvier et le 17 février 1983 devant le Tribunal du travail à la suite d'une contravention aux articles 107, 142 ou 145 du Code du travail est continuée et instruite devant un juge de paix et décidée par lui conformément à l'article 3 de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) comme si elle avait été intentée suivant cette loi.

Poursuites

**25.** La poursuite d'une infraction prévue à l'article 107, 142 ou 145 du Code du travail commise entre le 25 janvier et le 17 février 1983 est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires par le Procureur général, par une personne qu'il autorise généralement

ou spécialement par écrit à cette fin, par le commissaire général du travail ou par une partie intéressée.

Dispositions  
applicables

**26.** Les articles 57 à 63.19 de la Loi sur les poursuites sommaires s'appliquent en les adaptant à une condamnation au paiement d'une amende à la suite d'un outrage au tribunal par un salarié, dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association de salariés ou d'une union, fédération, confédération, centrale ou conseil auquel adhère, appartient ou est affiliée une association de salariés ou par un administrateur, agent ou conseiller d'un employeur.

1982, c. 45,  
a. 2, mod.

**27.** L'article 2 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (1982, chapitre 45) est modifié par le remplacement dans la première ligne des mots « cinq jours » par les mots « quarante-cinq jours ».

Article  
déclaratoire

Le présent article est déclaratoire.

Application  
de la loi

**28.** La présente loi s'applique malgré la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12) et malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale, d'un règlement, d'une convention collective ou d'un contrat d'engagement.

Effet  
d'exception

Elle a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (Annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en  
vigueur

**29.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.